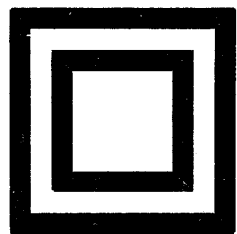


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

CRISE ECONOMIQUE OU CRISE DU CAPITALISME ?

- LE NAUFRAGE
- IDÉOLOGIES :
GRAMSCI
- AUTONOMIE
DE LA J.-R.

AOÛT à OCTOBRE 1974 — N° 94
PÉRIODIQUE Numéro : 3 F

REPONDRE A LA CRISE

des événements historiques, et pas seulement politiques, ont jalonné ces derniers mois : le Portugal, en avril, et la Grèce, en juillet, se libèrent de la dictature. C'est le moment où la décolonisation s'accélère en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique. L'Espagne elle-même est de plus en plus travaillée par des courants antifascistes, démocrates-chrétiens compris. Ces derniers, au Chili, après une attitude très ambiguë, se détachent de la Junte, dont la survie tient essentiellement à des injections de dollars ainsi qu'à une organisation systématique de la terreur. Les Français, sensibles aux progrès et aux luttes de la démocratie dans le monde, sont aussi préoccupés par des problèmes intérieurs liés les uns aux autres : l'inflation (14 % au minimum en 1974), les restrictions du crédit, la multiplicité des faillites de petites et moyennes entreprises, les licenciements collectifs, la crise de l'emploi, la baisse des prix agricoles (baisse de 15 % cette année du pouvoir d'achat des paysans), le déficit de la balance commerciale, malgré l'exportation accrue d'avions de combats et de chars, la diminution du taux de croissance (récession, en particulier dans l'automobile et le bâtiment), la chute des valeurs en Bourse, la spoliation des petits épargnants et l'endettement à tous les niveaux. L'augmentation du prix du pétrole ne constitue qu'un élément parmi d'autres de cette crise du capitalisme, qui atteint chaque Français dans son existence quotidienne, les plus pauvres s'appauvrissent encore davantage que des catégories plus favorisées. La baisse du niveau de vie touche l'immense majorité, dans un système où la hausse des prix à la consommation ainsi qu'un volant substantiel de chômage constituent deux atouts maîtres dans un bien fragile château de cartes. Sur le plan des mœurs — reflet plus ou moins direct des conditions socio-économiques — les symptômes d'un malaise sont nombreux : exacerbation des besoins par une publicité omniprésente, accroissement de 227 % des cambriolages de 1968 à 1973, la pornographie promue au rang des beaux-arts, les ravages de la drogue, surtout parmi les jeunes qui cherchent une raison de vivre. Ce constat de faillite résume les difficultés d'un régime qui n'a guère obtenu aux Présidentielles qu'un tout petit peu plus de la moitié des électeurs, parmi lesquels se trouvent les nombreuses victimes de l'actuelle situation économique. Mais des facteurs positifs dessinent déjà un autre avenir. Parmi les travailleurs, le rapprochement entre la C.G.T. et la C.F.D.T. se consolide. Le Parti Socialiste s'étouffe et s'organise, en réaffirmant sa fidélité à l'union de la gauche. Le Parti Communiste élargit sa base ouvrière à d'autres couches sociales, qui modifient son profil, dans le cadre d'une ligne politique méthodiquement et strictement élaborée. D'anciens Gaullistes passent dans l'opposition, à mesure que change la conjoncture. La crise, en définitive, ne constitue sans doute qu'une ligne de séparation entre un monde révolu et une démocratie nouvelle qui se prépare à prendre la relève, avec la volonté et les moyens de réussir.

Claude-Roland Souchet.

sommaire

- RÉPONDRE A LA CRISE 1
Claude-Roland Souchet
- POLITIQUE INTERNATIONALE . 2
LE NAUFRAGE
Gérard Brissé
- IDÉOLOGIES 4
Gramsci, philosophie et religion
- NOTES DE LECTURE 5
Bachelard (Seuil)
- O.P.A. SUR LA JEUNE-
RÉPUBLIQUE 5
Gérard Brissé
- VIE DU PARTI : ACTION ET
RÉFLEXION 6
- Louis Perrin, Président du Parti
- Maintenir l'autonomie
de la J.-R.
Jean Pralong
- Larzac 1974
Roger Vinel

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong
Rédactrice en Chef :
Marcelle Leconte-Souchet
Directeur Technique :
Daniel Jeanpierre
Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1894 - 10-74

POLITIQUE INTERNATIONALE :

Gérard Brissé

LE NAUFRAGE

C est ce qui s'est passé à Washington ne peut nous laisser indifférents. Sous la pression de l'opinion publique un homme investi de pouvoirs fabuleux s'est retrouvé, le temps d'un déménagement, un simple citoyen. L'odieuse personnage qu'est Richard Nixon n'est plus président des Etats-Unis. Il ne pourra plus, contre l'avis du Congrès, ordonner l'invasion par ses troupes d'un pays neutre comme le Cambodge, faire réaliser subrepticement des bombardements sauvages contre ce même pays, couvrir de son aile protectrice les crimes abominables, quotidiens et permanents d'un Thieu, d'un Salazar, d'un Franco, d'un Pinochet, d'un Somoza ou de tant d'autres, tels les ex-colonels grecs. Il peut ruminer en silence l'ampleur de ses méfaits, de ses défaites et de l'humiliation que lui inflige l'Histoire : humiliation toute relative, puisque aucun tribunal, aucun Nuremberg ne jugera ses crimes et qu'il pourra seul avec sa conscience, écrire des Mémoires télécommandées à mesure par les millions de dollars qui lui sont offerts sur commande. La France, l'Europe n'ont décidément rien à perdre avec la disparition de ce personnage. La politique « nixonienne » à l'égard du vieux continent fut menée sous le couvert d'un chantage permanent.

● **Chantage au pétrole** : l'augmentation des produits pétroliers a été décidée, on le sait, par les grandes compagnies américaines avec le « feu vert » de M. Nixon. Elle visait deux buts : renforcer la mainmise américaine sur le Moyen-Orient en allouant aux féodaux locaux des dividendes plus substantiels ; ébranler les économies européennes et permettre aux « arabo-dollars » de s'y investir plus aisément. En créant un **Comité permanent de coordination des problèmes pétroliers** par le truchement de la conférence de Washington du 12 février 1974, les Etats-Unis espéraient ainsi affirmer leur leadership. A noter que la France, alors représentée par M. Jobert, a refusé de s'y associer ; elle préférerait alors passer des accords bilatéraux directs avec les pays producteurs. Elle a avancé la réunion d'une conférence mondiale sous l'égide des Nations Unies visant à fixer les prix des matières premières, dont le pétrole.

● **Chantage économique** : pressions pour que les pays européens concèdent des conditions plus favorables à l'entrée des produits américains en Europe.

● **Chantage militaire** : Nixon a menacé de retirer d'Europe les troupes américaines. L'Allemagne et l'Italie y sont très sensibles dans la mesure où les accords entre Alliés de la Seconde guerre mondiale leur interdisent d'avoir un armement nucléaire ; d'autres pays, tels la Hollande, considèrent qu'une rupture avec les Etats-Unis entraînerait des conséquences catastrophiques pour leur économie. Mais peut-on prendre cette menace au sérieux ? Il est bien évident qu'en cas de conflit nucléaire entre les Etats-Unis et les pays de l'Est, l'Allemagne serait en première ligne et vouée à une destruction certaine dans la mesure où armes et troupes américaines qui sont pour l'URSS une menace évidente, constitueraient une cible de choix.

La présence de troupes et de matériel nucléaire américains en Europe est donc favorable aux Etats-Unis et à eux seuls. C'est en tout cas ce qui ressort des propos de M. Michel Jobert le 8 mars dernier, rapportés par « Le Monde » du 10 mars : « Le maintien des forces américaines sur le continent est fondamental pour les Etats-Unis, mais non pour la France ». Et rapportant les propos de M. Hartmann, secrétaire adjoint au Département d'Etat américain : « Nous ne sommes pas en Europe pour protéger la sécurité européenne, mais pour protéger la sécurité américaine. C'est une erreur de croire que nous agissons par souci des intérêts de l'Europe. Nous maintenons le présent niveau des forces américaines en Europe non comme un acte de charité publique, mais en fonction de calculs d'intérêt national ». Il n'empêche que ce chantage périodique au retrait des troupes américaines d'Europe entretient la zizanie entre gouvernements européens et dicte encore les choix de certains d'entre eux. Comme en témoigne la déclaration du 17 mars du ministre hollandais des affaires étrangères Van der Stiel : « Les Pays-Bas s'opposent à toute initiative européenne susceptible d'embarrasser le gouvernement des Etats-Unis ». Et encore l'attitude de M. Walter Scheel, alors ministre allemand des Affaires étrangères, à la conférence de Washington : M. Scheel, mandaté par les « Neuf » pour préciser que chaque pays européen devait conserver le droit de conclure des accords bilatéraux avec les fournisseurs d'hydrocarbures, violait délibérément le mandat précis qui lui avait été confié et souscrivait entièrement aux thèses

américaines. M. Helmuth Schmidt, alors ministre des Finances et promu depuis Chancelier fédéral, confirmait : « Entre l'Europe et les Etats-Unis, la RFA choisira toujours les Etats-Unis ». Pour couronner le tout, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères britannique Sir Douglas Haig s'exclamait en écho : « L'Europe ne sera jamais une troisième force, mais une seconde force dans le même camp que les Américains ». Construire une Europe indépendante avec de tels partenaires relève donc de l'utopie.

● **Chantage politique** enfin, par la volonté réaffirmée d'élaborer une nouvelle **charte atlantique** aux termes de laquelle les Etats-Unis prennent la direction de la politique étrangère mondiale et les pays européens s'engagent par avance à approuver toutes les grandes orientations américaines. D'où les termes du discours de Richard Nixon à Chicago : « Les Européens ne peuvent pas gagner sur les deux tableaux. Ils ne peuvent pas bénéficier de la participation et de la coopération des Etats-Unis sur le front de la sécurité, et ensuite s'adonner à la confrontation et même au conflit sur les fronts économique et politique ». Et encore : « L'époque des avantages à sens unique est révolue ». Le 18 mars à Houston, il confirmait : « Les Etats-Unis doivent être le guide de l'Europe... Le moins que nous puissions attendre de nos alliés est qu'ils se concertent avec nous ». Le 12 janvier, à Londres, le secrétaire d'Etat américain Kissinger avait pris les devants en s'exclamant : « Comme pays le plus fort au sein du monde non-communiste, nous avons le devoir d'exercer un leadership responsable ».

CAPITULATION...

Depuis le Plan Marshall, qui a porté de réels bienfaits aux pays européens en les aidant à se relever des terribles ravages de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis n'ont cessé de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats européens, directement ou par sociétés multinationales interposées.

Nous ne sommes certes pas les seuls concernés. Il existe à Langley près de Washington, un groupe d'installations aux lignes futuristes qui n'a pas coûté moins de 46 millions de dollars, et abritant un équipement ultramoderne. Elle dispose d'un budget annuel de plusieurs milliards de dollars et emploie des dizaines de milliers d'agents. Elle finance en secret des centres de recherches au sein des universités, où elle puise à la source une bonne partie de ses recrues. Cette organisation n'est autre que la CIA, la trop fameuse Central Intelligence Agency — l'Agence centrale de renseignements américains — véritable Etat dans l'Etat au service du capitalisme multinational. Elle apporte son soutien direct et systématique à tous les régimes réactionnaires ; elle joue la carte de Thieu contre le FNL au Sud-Vietnam, de Lon Nol contre Siha-

nouk au Cambodge, de Pinochet contre Allende au Chili, et de bien d'autres régimes corrompus et policiers à travers le monde, au prix de millions d'innocentes victimes que l'on emprisonne et que l'on massacre, sous les slogans trompeurs de la défense du « monde libre » et de la « civilisation occidentale ».

Or la CIA qui, plus particulièrement depuis le discours de Phnom Penh, s'est fixée pour but d'abattre simultanément Sihanouk et De Gaulle, a manifestement gagné son pari en France qui, depuis l'avènement de M. Giscard d'Estaing, a abandonné toute velléité d'une politique extérieure indépendante. De Gaulle vieillissant s'est du reste lourdement trompé sur la personnalité réelle de Richard Nixon, qu'il considérait comme un remarquable homme d'Etat avec lequel il était possible de composer. Or Nixon s'est révélé être un individu borné au seul service du groupe de milliardaires qui ont financé ses campagnes électorales.

Lorsqu'il s'est avéré que le Président Nixon était trop compromis par l'affaire du Watergate, les mêmes milieux ont préparé son remplacement par un être d'une égale médiocrité, et, pour s'assurer de sa malléabilité, on lui a flanqué au poste de la vice-présidence le milliardaire Nelson Rockefeller. Le premier geste du successeur de Nixon a été de « blanchir » ce dernier pour faire oublier au peuple américain les tenants et aboutissants trop compromettants de l'affaire du Watergate. Ne nous y trompons pas, le tandem Ford-Rockefeller suivra la même politique que son prédécesseur, avec, sans doute, plus de souplesse.

SERVILITE

Depuis quinze ans, je n'ai cessé de mettre en garde mes compatriotes contre la volonté de leadership américain, qui trouve sa contrepartie à l'intérieur dans une servilité trop généralisée à l'égard de tout ce qui nous vient d'outre-atlantique. Nous sommes imprégnés avec une ou deux décennies de retard des erreurs et des faux pas du « modèle » américain : à travers la mode, les mœurs, l'urbanisme, l'architecture, l'art, l'aménagement de nos cités, les méthodes d'enseignement, la gangrène s'est infiltrée, insidieuse. Nous avons été incapables de trouver une voie spécifiquement française et européenne à notre développement. Colonisés par des faiseurs de mode étrangers, sciemment abrutis et consciencieusement drogués, soumis à la dure loi du profit des sociétés transnationales ayant pignon sur rue à Wall Street, abreuvés en permanence et en quantité quasi illimitée de dollars inconvertibles en or, véritable cause de la vague d'inflation qui nous submerge actuellement, nous avons perdu jusqu'à la dernière parcelle de notre dignité de peuple libre.

Par le biais commode des « euro-dollars », véritable monnaie de singe, les grandes compagnies américaines « achètent » terrains, immeubles, entreprises, en tirent le profit maximum

puis larguent le tout lorsque la rentabilité immédiate n'est pas assurée, se préoccupant peu du sort du personnel, des salariés.

Qui plus est, la société française est désormais frappée des mêmes maux que l'américaine : développement de la criminalité et de l'insécurité, inflation galopante, dépravation des mœurs, accentuation de la répression sauvage, accroissement des inégalités sociales, disparités de croissance, le tout sous le couvert d'un « libéralisme » de bon aloi. Tout ce qui peut faciliter le développement des grandes sociétés multinationales est entrepris à l'échelon gouvernemental ; le reste, les « petits », les salariés, les commerçants, les artisans, n'ont droit qu'aux hausses de prix, aux restrictions de crédit, à la baisse irrévocable de leur pouvoir d'achat, de leurs facultés d'entreprendre, de créer, de gérer convenablement leurs affaires.

Notre pronostic concernant la gestion du nouveau Premier magistrat, énoncé juste avant les élections présidentielles (cf. le dernier numéro de Jeune-République), se révèle confirmé au-delà de nos espérances ! L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement « centriste » à vocation pro-américaine, ne peut que précipiter le bateau France vers le naufrage. La soumission aux intérêts américains, qui s'est affichée en matière de politique étrangère, se précise chaque jour sur le plan intérieur. La montée des mécontentements sectoriels s'enfle jusqu'à mettre en question l'unité nationale. Nous sommes au temps des échecs, par nous tant de fois dénoncées et si souvent contestées par les hommes au pouvoir !

COMMUNIQUÉ DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU PARTI

La Commission Exécutive du Parti de la Jeune-République, réunie le 22 septembre 1974, a procédé à une analyse de la situation sur le plan économique et social.

Le Parti de la Jeune-République dénonce la politique économique et sociale du Gouvernement actuel. Il considère qu'une autre politique, soutenue par la confiance des masses populaires, est seule capable de résoudre les graves problèmes du moment.

Le Parti de la Jeune-République estime que le courant socialiste personneliste doit se joindre aux autres courants de la gauche, afin de promouvoir des mesures correspondant aux besoins et aux aspirations de l'immense majorité des Français.

La Commission Exécutive a élu Gérard Brisse comme Secrétaire général adjoint du Parti.

22 septembre 1974.

IDÉOLOGIES (II)

rendre compte d'une idéologie qui s'exprime à travers un livre, c'est encore laisser transparaître une idéologie mais c'est aussi inviter le lecteur à lire l'ouvrage et à aiguïser doublement son esprit critique.

Mme Maria-Antonietta Macciocchi, ancien député communiste de Naples, est connue pour ses idées pro-chinoises. En réfléchissant à son étude sur Gramsci (Seuil), il n'est pas impossible d'imaginer un itinéraire qui irait de Machiavel à Mao, en passant par Marx et Lénine. Elle appartient toujours au P.C.I.

Rappelons qu'Antonio Gramsci est né le 22 janvier 1891, près de Cagliari, en Sardaigne. En 1913 il adhère au Parti Socialiste et, en 1921, il participe à la fondation du Parti Communiste Italien. Il est député de la Vénétie en 1924. Il est arrêté en 1926. Il travaille à la rédaction de ses Cahiers, malgré une santé déficiente et le régime des prisons de Mussolini. Hospitalisé à Rome, en 1934, il meurt le 27 avril 1937.

Mme Macciocchi s'est efforcée de mettre en valeur l'unité de la vie et de l'œuvre de Gramsci. Elle présente sa doctrine comme une critique de gauche du Staliniisme et l'homme comme l'inventeur de concepts opératoires tels que « intellectuel organique », « hégémonie », « bloc historique », « parti prince moderne », « révolution intellectuelle et morale », « conseil d'usine ». Elle souligne l'enrichissement dialectique de la théorie et de la pratique, mais indique que la fondamentale contradiction entre le développement des forces productives liées aux intérêts privés et les exigences sociales des masses de producteurs est néanmoins loin d'être dépassée. De ce fait, des formes de luttes plus efficaces doivent être mises en pratique.

La pensée de Gramsci, traduite par son épigone, serait donc plus actuelle que jamais. Le penseur italien pose brutalement la problématique :

— un pouvoir d'Etat prolétarien doit balayer l'appareil d'Etat bourgeois et ses prolongements civils tels que la justice, la police, l'école, l'église, etc. ;

— un gouvernement populaire doit représenter exclusivement les intérêts des ouvriers et des paysans, auxquels pourront s'adjoindre des travailleurs intellectuels mais l'hégémonie doit rester entre les mains de la classe ouvrière, dont le rôle dirigeant assurera la victoire du processus révolutionnaire ;

— la dictature du prolétariat implique sa domination idéologique. Doivent être visés non seulement les centres économiques et politiques du pouvoir, mais aussi les superstructures qui barrent la prise de conscience du prolétariat et l'avènement de l'homme nouveau ;

— à travers son Parti, la classe ouvrière doit convaincre la majorité de la nation que ses intérêts coïncident avec ceux du prolétariat. L'idéologie de la nouvelle classe dominante s'étend à la nation tout entière ;

— par l'autogestion des entreprises, s'attire doit convaincre la majorité de la nation que ses intérêts coïncident avec ceux du prolétariat. L'idéologie de la nouvelle classe dominante s'étend à la nation tout entière ;

— les alliances de classes ne sauraient porter atteinte à la visée hégémonique de la classe ouvrière, tant au plan de l'infrastructure économique que de la superstructure idéologique. A la bourgeoisie qui domine par la propriété privée et par la vision du monde qu'elle impose, doit être substitué le contre-pouvoir de la classe ouvrière, à tous les niveaux ;

— un parti unique, tel le prince de Machiavel, doit utiliser tous les moyens dont il dispose, en vue de cette radicale transformation de la société.

Au passage, Mme Macciocchi brocarde le Programme Commun et François Mitterrand. Elle reproche au P.C.F. son « nationalisme » et à Georges Ségué de se faire le défenseur des valeurs morales. Elle écrit aussi « que tous les partis représentés dans l'Assemblée Française ont approuvé la circulaire Fontanet en vue d'une politique européenne de l'immigration ». (sic) Elle célèbre enfin le mythe de mai 68.

Le point de vue développé dans ce livre présente des aspects positifs. Par exemple, le projet d'une nouvelle formation pédagogique permettant aux travailleurs manuels de devenir des intellectuels qualifiés et à des intellectuels spécialisés de pratiquer des activités manuelles. Mais comment obtenir, dans l'Italie ou la France de 1974, l'adhésion de l'ensemble de la nation, en acceptant le principe de la violence ouverte pour conquérir le pouvoir ?

Le groupe Manifesto, en Italie, et Tel Quel, en France, l'un et l'autre coupés des partis communistes de leur pays respectif, peuvent lancer des idées intéressantes, mais ces intellectuels qui souhaitent être organiquement liés au prolétariat pensent et agissent comme s'ils voulaient s'écarter des masses.

Mme Macciocchi va même jusqu'à considérer qu'Aragon ou Sartre pourraient bien jouer aujourd'hui le rôle de chien de garde du capitalisme ! Ces excès parmi d'autres ne peuvent que nuire à l'audience d'Antonio Gramsci.

Le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, en publiant aux Editions Sociales une série de conférences prononcées sur le thème « philosophie et reli-

gion », traite bien évidemment de ces superstructures contre lesquelles Madame Macciocchi propose, sans plus tarder, une attaque frontale.

Précisément, Georges Labica, citant Gramsci « La religion est la philosophie de l'enfance de l'humanité », explique : Lénine considérait que le retour religieux se référerait à une période antérieure au mode de production capitaliste, mais il y voyait une question subalterne. A propos du Bund, organisation ouvrière juive, le leader bolchevique s'écriait, avec des accents dignes de Saint-Paul : « Il n'y a parmi nous ni youpins ni russes, nous sommes tous des ouvriers ». Le 26 février 1908, Lénine sermonnait aussi Gorki resté trop sensible à l'idéalisme religieux, en ces termes : « Le curé catholique déflorant des jeunes filles (je viens de le lire par hasard dans un journal allemand) est beaucoup moins dangereux pour la démocratie qu'un prêtre sans soutane, un prêtre sans religion grossière, un prêtre démocrate ayant une idéologie, prêchant la création et la constitution d'un petit bon dieu. Car s'il est facile de démasquer le premier prêtre, de le condamner et de le chasser, on ne peut chasser le second aussi simplement, c'est mille fois plus difficile de le démasquer. »

Selon Georges Labica, Lénine dénonçait les socialistes-chrétiens comme la pire espèce de socialisme, destinée à intoxiquer la classe ouvrière. Marx avait déjà dit que le parti ouvrier devait s'efforcer de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse et non afficher la tolérance envers toutes les sortes possibles de liberté de conscience. Dès lors que les croyants ne se contentent plus de pratiquer la religion dans le privé, le marxisme-léninisme se doit de diffuser une propagande athée, en la subordonnant d'ailleurs à la lutte de classes.

Sous l'Ancien Régime, la bourgeoisie, justifiant l'imposture cléricale, avait utilisé l'irreligion comme une arme de classe dirigée contre le clergé et la noblesse. Depuis la fin du XVIII^e siècle, et surtout à partir du moment où elle a conquis le pouvoir, la classe des propriétaires s'est servi, au contraire, de la religion comme d'une arme efficace contre la montée des classes dangereuses. La religion répondait aux besoins bourgeois de l'utilité, ainsi que le rappelle Guy Besse.

Pour Jacques Mithau, le marxisme triomphant a dépassé le conflit religion-libre pensée, puisque, pour reprendre une formulation d'Engels datée de 1874, la grande majorité des ouvriers allemands en ont tout simplement fini avec Dieu. Notre auteur poursuit : « Au temps de chrétienté, tout conflit idéologique se traduisait sous la forme de l'opposition entre l'orthodoxie et l'hétérodoxie. »

En ce dernier tiers du XX^e siècle, il faut bien reconnaître que le Saint Office ne sévit plus et que l'Inquisition reste seulement un cruel souvenir mais serait-il irrévérencieux de se demander si, au nom d'une vérité scientifique, donc incontestable, d'autres styles d'orthodoxies et d'hérésies ne se sont pas déplacés de Rome vers Pékin, vers Moscou ? Le livre cité au début de cet article montre que les querelles internes des marxistes-léninistes font songer aux controverses brûlantes des théologiens d'antan.

Mais, si Mme Macciocchi met davantage l'accent sur l'attaque directe des superstructures, elle ne renierait pas cette citation d'Engels, à laquelle se réfère Jacques Milhau : « Toutes les représentations juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc. des hommes dérivent, en dernière instance, de leurs conditions de vie économiques, de leur manière de produire et d'échanger les produits. » Et Lénine encore : « Les conditions de la société capitaliste moderne amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme, cent fois mieux qu'un sermon athée tout court. » En bref, le phénomène religieux doit disparaître dès lors que l'homme maîtrisera les forces oppressives et dangereuses de la nature et de la société.

Parmi ce foisonnement de textes ordonnés selon une perspective marxiste, la contribution du Père Chenu... traitant de Thomas d'Aquin et du renouveau de l'Évangile au XIII^e siècle — apparaît comme un grain de sénévé : l'homme construit sa propre histoire et s'accomplit avec ses frères dans une relation avec un Dieu, qui n'est ni horloger, ni gendarme, mais ce Dieu sensible au cœur qu'avec des larmes de joie connut Pascal, au temps de l'incroyance pré-marxiste.

En ce siècle où vécurent et œuvrèrent un Pasternak et un Soljenitsyne, rien ne prouve que le dépérissement de la foi ne soit pas tout aussi problématique que le dépérissement de l'État.

Il convient d'ajouter que les athées sous-estiment la fécondité d'une conception religieuse du monde. Aujourd'hui même, des millions d'êtres humains puisent sagesse et poésie dans la lecture de la Bible. Des architectes, des sculpteurs, des peintres, des compositeurs, des écrivains, tiennent leur inspiration d'une foi aussi peu palpable mais aussi vivante que l'amour humain. Et que dire des motivations religieuses d'hommes de gauche, au Chili, par exemple ?

Le débat reste ouvert entre Lucrèce, poète athée qui se suicidera, et Job, toutes plaies ouvertes, qui espère en son Dieu.

Cl.-R.S.

O.P.A. SUR LA JEUNE-RÉPUBLIQUE

Gérard Brissé

On ne peut que souligner avec la plus grande sympathie le mouvement actuel de restructuration et de rassemblement de la Gauche en France. Depuis quinze ans, j'ai personnellement mis, à travers de multiples tribunes diffusées dans la presse, dont le journal « Combat », pour une Gauche renouvelée, regroupée, à travers ses forces vives, par-delà les vieux clichés, le poids prépondérant d'appareils surannés. Et voilà qu'à travers les efforts conjugués de François Mitterrand de Georges Marchais, d'anciens animateurs de clubs, le miracle s'opère : la montée de la Gauche unie jusqu'à la victoire finale apparaît désormais inéluctable à terme. Les prochaines assises du socialisme, qui consacreront le mariage de raison entre le P.S. et une large fraction du P.S.U., est une nouvelle pierre apportée à l'édifice. Il convient donc de s'interroger, dans ce contexte, sur le rôle, la fonction, la vocation de la Jeune-République. Qui sommes-nous ? que voulons-nous ? où allons-nous ?

Rappelons en premier lieu l'existence de trois grands courants historiques au sein de la Gauche : le courant révolutionnaire, le courant réformiste, le courant socialiste personneliste. Le socialisme personneliste dont se réclame LA JEUNE-RÉPUBLIQUE est donc la troisième composante de la Gauche. Plaçant la personne humaine au centre du débat, par-delà les lois réelles ou imaginaires de tous les déterminismes ou les contraintes de toutes les raisons d'État, il s'inspire, dans une perspective historique, du message de ceux qui ont préconisé une éthique vécue à travers l'existence quotidienne. Ni individu isolé et abstrait ni pion anonyme sur l'échiquier des mouvements divers qui agitent les masses et les foules, la personne humaine est restituée dans toute son intégrité, sa dignité, son sens des responsabilités, au sein du groupe social. De son comportement dépend la survie de communautés harmonieuses. LA JEUNE-RÉPUBLIQUE est un petit parti, dont l'effectif réel n'a pratiquement jamais dépassé les 5 000 adhérents actifs. Laboratoire d'idées, il situe les vrais problèmes avec une décennie d'avance. Que peut-il apporter à l'ensemble de la Gauche ?

● Une tribune de réflexions d'avant-garde et non-conformistes sur le sens des événements passés, en toute liberté et en toute indépendance, au crible d'une critique lucide.

● Une certaine rigueur de pensée, de continuité dans l'idéal, une position intransigeante de recul à l'égard des puissances du jour, et singulièrement des puissances d'argent. Aucune compromission possible, ni complaisance à l'égard des « démocrates chrétiens ».

● Un garde-fou contre la tentation du parti unique ou totalitaire.

● Une équipe, des structures implantées à tous les niveaux, local, régional, national.

La JEUNE-RÉPUBLIQUE a notamment vocation, sans se renier en rien, au rassemblement des « marginaux » de Gauche et singulièrement tous ceux, jeunes ou moins jeunes, qui répondent aujourd'hui massivement à l'appel de certains mouvements à vocation chrétienne — la JOC, la communauté de TAIZE, et d'autres encore.

L'existence de tels « marginaux » n'est nullement une utopie : il a manqué à François Mitterrand quelques dizaines de milliers de voix pour l'emporter aux dernières Présidentielles. Ces voix, une JEUNE-RÉPUBLIQUE plus « musclée » aurait pu les apporter à la Gauche unie. Au lieu de « boudier » notre parti, les « mamouths » de la Gauche feraient mieux de lui apporter leur appui, en toute indépendance, ne serait-ce qu'en citant un peu plus souvent la revue « Jeune-République » dans leurs organes de presse.

Une fusion au sein d'un grand parti tel que le PS n'apporterait à ce dernier que quelques centaines de militants supplémentaires, après les inévitables divisions qu'elle entraînerait au sein de la Jeune République. Elle frapperait en outre à mort cette « troisième composante » à laquelle nous faisons allusion plus haut. Telle est pourtant la solution qui nous fut proposée à terme et sans ambages lors de la rencontre que nous avons eue, Claude Roland Souchet, Alain Delangre et moi-même, à la Cité Malesherbes, en septembre 1971, avec François Mitterrand, Gérard Jaquet et d'autres représentants du Comité directeur du PS.

Toute autre aurait pu être notre attitude si l'on nous avait proposé cette structure confédérale pour laquelle nous militons depuis longtemps. A défaut, notre avenir est dans notre indépendance, condition de la pérennité de notre liberté d'expression au sein d'une Gauche unie à laquelle nous avons apporté notre entière collaboration sans arrière-pensée — notamment lors de l'élaboration du programme commun — et que nous continuerons de soutenir dans l'avenir.

NOTES DE LECTURE

BACHELARD par Jean-Claude Mangolin (Seuil)

Pour ceux qui se souviennent des conférences du philosophe de la Place Maubert, comme pour tous ceux qu'une curiosité intellectuelle anime, l'étude de Jean-Claude Mangolin — publiée dans la collection « Écrivains de toujours » — apportera des joies, même si quelque effort peut être exigé. Bachelard conjugait la poésie et les sciences, en avançant de découverte en découverte, par des lectures aussi récréatives que re-créatrices. Cet ancien préposé des Postes est deve-

nu un historien des sciences et un alchimiste du verbe. Il nous permet de relire un monde aux secrets jamais tout à fait déchiffrables. Après Empédocle, il élabore une poétique de la matière, avec ses éléments féminins, comme l'eau et la terre, masculins, comme le feu et l'air. Il nous invite à la lecture de Lautréamont ou de Van Gogh, aussi bien qu'à celle du ruisseau qui se faufile entre les peupliers.

Une lettre de Jean LEROY, Président d'Honneur

en me proclamant Président d'honneur du Parti de la Jeune-République, les membres de son Conseil National m'ont décerné un titre que je serai fier de porter. Veuillez exprimer ma bien vive reconnaissance à tous nos camarades pour la grande marque de sympathie qu'ils ont bien voulu me donner. Dites-leur aussi que l'indulgence qu'ils ont pour l'insuffisance du concours que je leur ai donné durant ma présidence m'a beaucoup touché. Je suis heureux, en effet, qu'ils aient compris que, s'il était encore possible au vieux militant que je suis, d'apporter un ultime témoignage au Parti que nous servons ensemble, il ne lui était plus possible de marcher en tête de la colonne. Les raisons de ma fidélité à la Jeune-République, et de ma confiance en son avenir, j'espère pouvoir vous les donner un jour, à Paris.

Une lettre de Joseph RIOU, co-fondateur de la Jeune-République

j'ai appris que la J.-R. avait élu Louis Perrin Président, en remplacement de Jean Leroy, démissionnaire pour raison de santé. Je suis l'un des fondateurs de la Jeune-République aux côtés de Marc Sangnier et je lui suis resté indéfectiblement fidèle depuis 1912. Que notre ami Jean Leroy devienne Président d'Honneur, c'est très bien. Je lis la lettre de Louis Perrin dans le numéro de juillet de la revue. Je partage entièrement ses opinions et tiens à le faire savoir à tous nos camarades.

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION DE LA LOIRE

La Fédération de la Loire considère que le Parti de la Jeune-République doit conserver son autonomie. Il représente le courant socialiste personneliste dans le pays. Mais il doit participer, avec l'ensemble des forces de Gauche, politiques et syndicales, à l'édification d'une société véritablement démocratique.

LOUIS PERRIN, Président du Parti

Le Président Jean Leroy avait demandé d'être déchargé de ses fonctions, en raison de son âge. Après avoir longtemps résisté à cette requête d'un militant exemplaire, dont l'histoire personnelle se confond presque avec l'histoire de La Jeune-République, nos camarades lui ont donné satisfaction en le proclamant à l'unanimité Président d'honneur et en rendant hommage à ses qualités prestigieuses, qui avaient fait de lui le continuateur de Marc Sangnier.

Louis Perrin a donc été élu, le 23 juin 1974, Président du Parti de la Jeune-République. Il est né le 29 mai 1920 à Ventron, village des Hautes Vosges. Issu d'une famille d'ouvriers tisseurs, il est lui-même un ouvrier et un militant. Il travaille depuis l'âge de 13 ans, dans le textile pendant 12 ans, comme garçon de culture pendant 5 ans. Comme beaucoup d'agriculteurs, il a été obligé de quitter ce métier pour entrer, en 1956, en qualité d'O.S. à la Société des Eaux de Vittel.

Adhérent de la C.F.T.C., puis de la C.F.D.T., il a accédé à de nombreuses responsabilités : délégué du personnel, membre du Comité d'Entreprise, du Comité Hygiène et Sécurité et de différentes commissions, et délégué syndical dans le cadre de l'entreprise. Parmi ses responsabilités syndicales extérieures, il convient d'indiquer qu'il a été membre du Conseil fédéral de l'Alimentation, de 1962 à 1964, ainsi que du Conseil de l'Union départementale de sa centrale syndicale.

Louis Perrin a aussi animé, dans son secteur, le Mouvement Chrétien du Monde Rural (branche ouvrière).

Notre camarade a été élu à la Commission Exécutive Nationale du Parti le 25 juin 1966. En mars 1971, il a été élu Conseiller municipal de sa commune — Harréville-sous-Montfort — en se présentant au nom de La Jeune-République.

Fortement motivé dans ses convictions de socialiste-personnaliste, Louis Perrin réunit toutes les qualités pour donner à notre organisation un nouveau essor dans la foulée de Marc Sangnier et de Jean Leroy.

COMMISSION EXÉCUTIVE du 22 septembre 1974

La Commission Exécutive nationale, réunie le 22 septembre 1974 a enregistré de nouvelles adhésions et a pris acte de la formation de nouvelles sections, notamment dans les Vosges. Elle a élu Gérard Brissé comme Secrétaire Général adjoint du Parti et Marcelle Souchet comme Secrétaire de la Région Parisienne. De nouveaux responsables régionaux ont été désignés :

BOUCHES-DU-RHONE : Claude-Henri Freches
GIRONDE : Jean Delcel et Paul Maureille
DEUX SEVRES : Jean Beyt
HAUTS-DE-SEINE : Thérèse Cleuset
LOIRE : Jean Pralong
MIDI - PYRENEES : Roger Vineil
NORMANDIE : Jean Chappet et Marie-Thérèse Postel
REGION PARISIENNE : Marcelle Souchet
VAL-DE-MARNE : René Fievet
VAR : Edgard Hevers
VOSGES : Jean Didier, Daniel Jeanpierre et Marguerite Merklér
YONNE : Monique Burat .

NOUVEAU BUREAU DU PARTI

Président : Louis Perrin
Président d'Honneur : Jean Leroy
Vice-Président : Jean Pralong
Secrétaire général : Claude-Roland Souchet
Secrétaire général adjoint : Gérard Brisse
Trésorière : Thérèse Cleuset
Secrétaire d'administration : Marcelle Souchet

BILLET DU MILITANT



MAINTENIR L'AUTONOMIE

La Jeune-République est un parti socialiste qui entend regrouper des militants se réclamant du socialisme personneliste. Nous voulons :

- l'abolition de la condition prolétarienne ;
- la substitution de l'économie anarchique fondée sur le profit par une économie planifiée respectueuse des droits et de la personne du travailleur ;
- la socialisation, sans étatisation, des secteurs de la production qui entretiennent l'aliénation économique ;
- le développement de la vie syndicale ;
- la réhabilitation du travail manuel ;
- le primat du travail sur le capital ;
- l'abolition des classes formées sur la division du travail ;
- le primat de la responsabilité personnelle sur l'appareil anonyme.

Ces idées étaient développées, il y a 60 ans, par Marc Sangnier, lorsqu'il disait : « Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine, nous ne pourrions avoir la république dans la société ». Tant que nous aurons le pouvoir du grand capital dans la société, nous n'aurons pas la démocratie dans l'usine.

Le socialisme autogestionnaire concerne non seulement l'entreprise mais la société globale. Pour nous, l'homme est inséré dans un ensemble de

rapports sociaux et humains qu'il doit assumer. Il est sollicité par des solidarités qu'il ne peut méconnaître ou refuser, sans se dénaturer et se perdre.

Ce sont elles qui fondent sa dignité et le rendent capable de maîtriser son destin, notamment par l'action politique et l'action syndicale.

Les socialistes personnelistes ne nient pas l'importance d'une étude scientifique de la société, mais insistent sur le fait que l'homme n'est pas seulement un être économique.

Les forces morales sont nécessaires à une société démocratique. La démocratie, selon Marc Sangnier, — nous dirons aujourd'hui le socialisme — est le régime qui dépend le plus de forces morales. La J.-R. est le seul parti socialiste qui mette au premier rang de ses préoccupations le respect de la personne humaine.

La JEUNE-REPUBLIQUE entend rester fidèle à une tradition déjà longue : contre la coupure du monde en deux blocs hostiles, pour le désarmement et pour la paix.

Aujourd'hui comme hier, notre Parti, tout en maintenant une autonomie nécessaire à l'ensemble de la gauche, entend participer avec les forces politiques et syndicales à l'édification d'une société véritablement démocratique. En France comme ailleurs, il n'y a pas de victoire de la démocratie sans une union durable des forces populaires.

Jean Pralong.

LARZAC 1974 : LES PAYSANS VEULENT VIVRE DÉCEMMENT

Les manifestations attirent l'attention de tous sur les difficultés du monde paysan. Il est bon en outre de rappeler le drame que vivent les petites exploitations qui, si nombreuses, disparaissent. Ce problème très grave, tout d'abord sur le plan humain, ne contribue-t-il pas, par ailleurs, à défigurer le visage de notre Rouergue, en particulier, et de notre pays en général, dont l'attrait se manifeste par la beauté de ses paysages, modelés par

des générations d'agriculteurs. Les mesures indispensables à prendre, pour sauver l'agriculture, ont souvent été énoncées, notamment la garantie des prix à la production et la réorganisation du marché de la viande par la création de l'Office national. Nous apportons notre soutien à nos amis paysans, tout en regrettant certains excès que les fédérations d'exploitants ont désapprouvés elles-mêmes (...). Enfin, il apparaît que la démocratie et le socialisme à la dimension de l'homme, préconisés par la gauche française, portent en eux l'espérance de la renaissance d'une vie paysanne, digne de ce nom.

Roger Vinel.

VOSGES

C'est dans une équipe départementale que je me sens le mieux capable de travailler. Je compte militer pour une amélioration des transports collectifs.

Marguerite Merkten.

VAL-DE-MARNE

Je me suis fait connaître comme militant J.-R. Nous avons un rôle à jouer, l'ouverture à gauche existe sur le plan local.

René Fievet.

NORMANDIE

Je pense que la propagande doit être l'objectif n° 1 des militants J.-R. Son organisation et sa progression doivent être l'objet d'une grande attention, pour une prise de conscience de tous les militants.

Jean Chappet.

LORRAINE

L'activité de la J.-R. va reprendre et s'intensifier, surtout à présent que nous sommes bien défini dans la famille socialiste. Je ne suis plus seul à militer dans mon coin. C'est dans le domaine du recrutement qu'il y a beaucoup à faire car des tas de gens ne nous connaissent pas ou pas assez. A nous, maintenant, de nous faire entendre. Trop souvent la presse ne passe pas nos communiqués. C'est dommage. J'ai distribué les tracts sur le socialisme personneliste, ce qui donne de nombreuses discussions avec d'autres camarades.

Daniel Jeanpierre.

GIRONDE

Pour la première fois, j'ai vendu les 5 exemplaires de la revue qui m'ont été envoyés. Ne pourrait-on obtenir que, dans la presse nationale nos responsables puissent développer les idées de notre parti ?

Georges Delcel.

DORDOGNE

L'Etat doit être au service de la personne. Le progrès technique ne doit pas avoir pour mobile le profit et l'asservissement de la personne, mais doit améliorer les conditions de vie de l'homme.

Pierre Peignon.

NOTRE COMBAT

vous intéresse.
ABONNEZ-VOUS
dès aujourd'hui
ou
ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

La Jeune République

PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

UNE HISTOIRE

FONDEE PAR MARC SANGNIER EN 1912, LA JEUNE-REPUBLIQUE a toujours marqué, à la suite de son fondateur, l'attachement qu'elle porte aux valeurs morales et spirituelles. Cette simple affirmation peut faire sourire aujourd'hui. Mais la grandeur d'un parti ne résulte pas uniquement du nombre de cartes prises en cours d'année mais aussi de sa durée dans l'histoire et de ses prises de position à des moments décisifs.

Le Président JEAN LEROY, DEPUTE DU FRONT POPULAIRE, raconte encore ses deux inoubliables voyages dans l'Espagne Républicaine en lutte contre la rébellion fasciste. Notre camarade Alcide Morel évoque souvent la mémoire de Raymond Burgard, militant J.-R. assassiné par les Nazis.

Chacun connaît L'OPPOSITION DE NOTRE PARTI A LA V^e REPUBLIQUE DES SON ORIGINE EN MAI 1958, sa participation aux manifestations pour la Paix et l'Indépendance des peuples d'Algérie et d'Indochine, pour la démocratisation de la Grèce, contre le putsch fasciste au Chili, pour la défense et l'extension des libertés en France, pour les luttes revendicatives des travailleurs.

Il n'est pas superflu d'indiquer que les candidatures « Jeune-République », en mars 1965, sur les listes d'Union Démocratique, ont préparé, de même que l'adhésion au Cartel des Usagers des Transports en Commun ou à celui dirigé contre la loi anticasseur, la conclusion du PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE AUQUEL NOTRE PARTI A ADHÉRE LE 14 JUILLET 1972.

La JEUNE-REPUBLIQUE a toujours honoré ses engagements, c'est-à-dire que ses militants — fussent-ils députés comme en juillet 1940 à Vichy — sont restés fidèles à leur parole et à leur idéal. Cette cohérence dans le temps fait exister un parti et lui vaut le respect de ses alliés comme de ses adversaires.

EN 1974, LE PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE C'EST CE PASSE, PLEINEMENT ASSUME QUI S'OUVRE SUR L'AVENIR, AVEC LE SOCIALISME PERSONNALISTE. CETTE DOCTRINE ENTEND PORTER AU MAXIMUM LA CONSCIENCE ET LA RESPONSABILITE DE CHAQUE CITOYEN DANS LA NATION, MAIS AUSSI DE CHAQUE TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE.

PAR-DELA LE THEME, insuffisamment approfondi de L'AUTOGESTION, UNE CONCEPTION TOTALISANTE DE L'HOMME — DE TOUT HOMME ET DE TOUS LES HOMMES — EST PROPOSEE. Sa mise en pratique dépend, pour une large part d'une adhésion critique au mouvement des masses, avec elles et pour elles.

QUELQUES DATES

- 1912 Fondation de la Ligue de la JEUNE-RÉPUBLIQUE, par MARC SANGNIER.
- 1914 Campagne électorale de Marc Sangnier à Vanves.
- 1919 Marc Sangnier élu à la Chambre des Députés.
- 1921 } Congrès internationaux de la Paix.
- 1932 }
- 1935 LA JEUNE-RÉPUBLIQUE adhère au FRONT POPULAIRE.
- 1936 LA JEUNE-RÉPUBLIQUE DEVIENT PARTI POLITIQUE.
- 1940 Les députés du Parti de la Jeune-République disent NON à Pétain à Vichy.
- 1940 } Résistance - Déportations - Libération.
- 1944 }
- 1950 Mort de Marc SANGNIER.
- 1958 LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE dit NON à la monocratie gaulliste et au pouvoir personnel.
- 1958 } Le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE participe aux actions communes de la gauche et adhère au Programme Commun de Gouvernement de la Gauche.
- 1974 }
- 1966 Congrès du 26 juin 1966 : nouveau préambule aux Statuts du Parti de la Jeune-République : LE SOCIALISME PERSONNALISTE.
- 1972 Le Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE adhère au PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE.

La masse de ceux qui hésitent encore à prendre une OPTION SOCIALISTE doit trouver au PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE une structure d'accueil.

**POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME**

ADHÉRER AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92 - NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature